mazars

Tour Exaltis 61, rue Henri Regnault 92075 Paris La Défense Cedex

INTERPARFUMS HOLDING

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

INTERPARFUMS HOLDING

Société anonyme au capital de 7 109 430 euros Siège social : 10 rue de Solférino - 75007 PARIS

RCS: Paris 325 951 937

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'assemblée générale de la société INTERPARFUMS HOLDING,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société INTERPARFUMS HOLDING relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

En application de la loi, nous vous signalons que le présent rapport n'a pu être mis à votre disposition dans le délai prescrit par l'article R. 225-89 du code de commerce, les informations et documents nécessaires à son établissement nous ayant été communiqués tardivement.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels :
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces

informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

• il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Paris La Défense, le 25 mai 2023

Francisco SANCHEZ

Associé



Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SA INTER PARFUMS HOLDING Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12								
		de l'entreprise 4 ROND PT DES CHAMPS ELYSE					Durée de l'exerc	ice précédent* 12
Numéro SIRET* 3 2 5 9 5 1 9 3 7 0 0 0 4 5 Néant Exercice N clos le. N-1								Néant N-1
							31122022	31122021
				Brut 1	A	Amortissements, provisions 2	Net 3	Net 4
Capital souscrit non appelé (I) A								
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB		AC			
		Frais de développement *	CX		CQ			
		Concessions, brevets et droits similaires	AF		AG			
		Fonds commercial (1)	AH		AI			-
		Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK			-
		Avances et acomptes sur immobilisa— tions incorporelles	AL		AM			
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN		AO			
ISÉ*		Constructions	AP		AQ			
OBIL		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR		AS			
IMM.	NOITA	Autres immobilisations corporelles	AT		AU			
ACTIF IMMOBILISÉ*	/SITIS	Immobilisations en cours	AV		AW			
	IMMO	Avances et acomptes	AX		AY			
	(2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT			
	CIERES	Autres participations	CU	27 917 514	CV		27 917 514	27 917 514
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Créances rattachées à des participations	BB		BC		2, 0, 1, 0, 1	
		Autres titres immobilisés	BD		BE			
		Prêts	BF		BG			
		Autres immobilisations financières*	ВН		BI			
		TOTAL (II)	BJ	27 917 514	BK		27 917 514	27 917 514
		Matières premières, approvisionnements	BL	27 017 014	BM		27 317 314	27 017 014
		En cours de production de biens	BN		BO			
	STOCKS *	En cours de production de services	BP		BQ			
	STO	Produits intermédiaires et finis	BR		BS			
ANT		Marchandises	BT		BU			
COL.		Avances et acomptes versés sur commandes			BW			
ACTIF CIRCULANT		Clients et comptes rattachés (3)*	BV		BY			
ACTI	CRÉANCES	Autres créances (3)	BX BZ	4 520 472	1		4 500 470	4 472 422
	CRÉ/	Capital souscrit et appelé, non versé	CB	1 538 472	CA		1 538 472	1 473 432
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :	1		CC			
	DIVERS		CD CF	4 004	CE		4.004	0.000
	D			1 821	CG		1 821	2 622
		Charges constatées d'avance (3)*		4.540.000	CI		4.540.000	4 470 054
8	sation	TOTAL (III)		1 540 293	CK		1 540 293	1 476 054
ompte	de régularisation	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)			-			
	de ré	Primes de remboursement des obligations (V)			-			
		Ecarts de conversion actif* (VI)						
-		TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	29 457 807 (2) part à moins d'un an des	1A		29 457 807	29 393 568
		(1) Dont droit au bail :		immobilisations financières nettes :	СР		(3) Part à plus d'un an CR	
	proprié			Stoc	ks:		Créances :	

^{*} Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032



Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Dé	signa	tion de l'entreprise SA INTER PARFUMS HOLDING			Néant *					
			1	Exercice N	Exercice N – 1					
		Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 7 109 430)	DA	7 109 430	7 109 430					
		Primes d'émission, de fusion, d'apport,	DB							
		Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK	DC							
	_	Réserve légale (3)	DD	710 943	710 943					
	KES	Réserves statutaires ou contractuelles	DE							
		Réserves réglementées (3)*(Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1	DF	116 074	116 074					
	CAPITAUX PROPRES	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG							
		Report à nouveau	DH	(16 935 298)	994 392					
;		RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	38 424 521	20 418 379					
		Subventions d'investissement	DJ							
		Provisions réglementées *	DK							
		TOTAL (I)	DL	29 425 670	29 349 219					
spu	s	Produit des émissions de titres participatifs	DM							
Autres fonds	ropre	Avances conditionnées	DN							
Aut	<u>_</u>	TOTAL (II)	DO							
su	s s	Provisions pour risques	DP							
visio	pour risques et charges	Provisions pour charges	DQ							
Pro	ete	TOTAL (III)	DR							
		Emprunts obligataires convertibles	DS							
		Autres emprunts obligataires	DT							
		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU							
{	Đ	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV							
200	11E3 (4)	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW							
7		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	4 784	4 784					
		Dettes fiscales et sociales	DY	27 353	39 565					
		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ							
		Autres dettes	EA							
Con rég	npte gul.	Produits constatés d'avance (4)	ЕВ							
		TOTAL (IV)	EC	32 137	44 349					
		Ecarts de conversion passif* (V)	ED							
		TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	29 457 807	29 393 568					
	(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital 1B								
		Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C							
IS	(2)	Dont Ecart de réévaluation libre	1D							
RENVOIS		Réserve de réévaluation (1976)	1E							
RE	(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *								
	(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	32 137	44 349					
	(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	ЕН							

^{*} Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032



Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

	nation de l'	entreprise : SA INTER	PARF	JMS HOLDING					Néant *
						Exercice N			
				France		portations et ntracommunautaires		Total	Exercice (N – 1)
	Ventes d	e marchandises*	FA		FB	in accommunation of	FC		
	D 1 .:	biens *			FE		FF		
NO	Production vendue services *		FG		FH		FI		
ГАТІС	Chiffres	d'affaires nets *	FJ		FK		FL		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Production	on stockée*			FM				
)'EXF	Production	on immobilisée*					FN		
ITS	Subventions d'exploitation								
ODO	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)								
PRO	Autres produits (1) (11)								
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR		
	Achats d	e marchandises (y compris	droits	FS					
	Variation	n de stock (marchandises)*	i				FT		
	Achats d	e matières premières et au	tres app	rovisionnements (y c	ompris droits de	douane)*	FU		
	Variation	n de stock (matières premi	ères et a	pprovisionnements)*	:		FV		
CHARGES D'EXPLOITATION	Autres ac	chats et charges externes (3) (6 bi		FW	16 592	15 096		
)[TA]	Impôts, taxes et versements assimilés*								
KPLC	Salaires et traitements*						FY		
DE	Charges sociales (10)								
SGES	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations (- dotatio	ons aux amortisseme	nts*		GA		
CHAI			- dotatio	ons aux provisions*			GB		
Ŭ		Sur actif circulant : dotat	ions au	x provisions*			GC		
	DE	Pour risques et charges :	dotatio	ns aux provisions		GD			
	Autres charges (12)								
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	16 592	15 096
	RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)							(16 592)	(15 096)
opérations en commun	Bénéfice	attribué ou perte transféré	e*			(III)	GH		
opér: en co	Perte supportée ou bénéfice transféré*								
ω,	Produits financiers de participations (5)							38 932 599	20 708 849
CIER	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)								
PRODUITS FINANCIERS	Autres intérêts et produits assimilés (5)								
rs fi	Reprises sur provisions et transferts de charges								
DOL	Différences positives de change								
PRC	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement								
		Total des produits financiers (V)						38 932 599	20 708 849
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions*						GQ		
JANC	Intérêts et charges assimilées (6)						GR	1 006	758
SFIN	Différences négatives de change						GS		
4RGE	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						GT		
					Total des charge	s financières (VI)	GU	1 006	758
		T FINANCIER (V - VI)					GV	38 931 592	20 708 091
3 - R	ÉSULTA	COURANT AVANT IN		(I - II + III - IV + V -			GW	38 915 000	20 692 994

For	mulaire o du Code	bligatoire (article 53 A général des impôts) 4 COMPTE DE RÉSUI	TAT DE L'EXERC	ICE	(suite) DO	Fip N° 2053 2022				
D	ésigna	ation de l'entreprise SA INTER PARFUMS HOLDING			Néant *					
				Exercice N	Exercice N - 1					
PRODUITS	LS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA							
)NNE)	Produits exceptionnels sur opérations en capital *		НВ						
	EPTI	Reprises sur provisions et transferts de charges		НС						
_	EXC	Total des produi	ts exceptionnels (7) (VII	HD						
	LES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE							
SES	EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *		HF						
CHAI	EPTIC	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		HG						
	EXC	Total des charges	exceptionnelles (7) (VIII	НН						
4	- RÉ	SULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		НІ						
P	articip	nation des salariés aux résultats de l'entreprise	(IX	НЈ						
Iı	npôts	sur les bénéfices *	(X	НК	490 479	274 615				
		TOTAL DES PRODUITS (I + III	+ V + VII)	HL	38 932 599	20 708 849				
		TOTAL DES CHARGES (II + IV	+ VI + VIII + IX + X)	НМ	508 078	290 469				
5	- B	ÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	38 424 521	20 418 379				
	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme		НО						
		produits de locations immobilières	НУ							
	(2)	Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à d	1G							
		Crédit–bail mobilier *	HP							
	(3)]	Dont (HQ							
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à dé	1H							
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	1J							
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K	34 617	18 433					
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.	HX							
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art.	RC							
	(oter)	Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles	s (art. 39 quinquies D)	RD						
	(9)	Dont transferts de charges	harges							
RENVOIS	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)		A2						
REN		Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG-CRDS	Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG–CRDS A5							
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3							
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	- '							
		Port primes et extisations facultatives A6	obligatoire	s A9						
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : Dont cotisations facultatives Madelin A7		s facul	tatives aux nouveaux A8					
	(7)	joindre en annexe):	retrai	te	lN					
	(7)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est ins	et le	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels					
	(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :	Exerc Charges antérieures	cice N Produits antérieurs						